



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE VILLE DE CARCASSONNE

ARRÊTÉ

N° : 2023-0185

Service :

REGIE DE RECETTES ET D'AVANCES BILLETTERIE DU POLE CULTUREL ET DU THEATRE MUNICIPAL « LE PAC BILLETTERIE » NOMINATION DE MANDATAIRES SAISONNIERS 2023

Le Maire de la Ville de CARCASSONNE, chef-lieu du Département de l'Aude ;
VU la décision n°23131 du Maire en date du 21 avril 2023 instituant une régie de recettes et d'avances - Billetterie du pôle Culturel et du théâtre municipal « Le Pac Billetterie »,
VU l'arrêté municipal n°2022-0178 du 17 juin 2023 portant nomination du régisseur de la régie de recettes et d'avances pour la billetterie du Pôle Culturel « PAC Billetterie » ;
VU l'avis conforme du régisseur en date du 19 juin 2023 ;
VU l'avis conforme du mandataire suppléant en date du 19 juin 2023 ;
VU l'avis conforme du comptable assignataire en date du 19 juin 2023 ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Mesdames Océane TESTA, Nina OUDDANE, Juliette FERRIE, Tiffany SERAFFIN, Coline PARAIRE, Manon LLORENS, Alix GAMBIER, Jade GAMBIER, Juliette PINEAU, Faustine BETTE, Alicia LOLL, Julie-Anne HAVE, Louise TORTEL-LEPINE, Célia SEBAIN, Lily-Jade BOREILLO, Lola BARON, Ambre RAYNAUD, Maë GASTOU, Lisa SEGUI, Mélanie PITIE, Nelly SPADI, Carla ROLLAND, Bérénice NORMAND, sont nommés mandataires jusqu'à la fin de leur contrat, de la régie visée ci-dessus pour le compte et sous la responsabilité du régisseur, ou éventuellement des mandataires suppléants, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

ARTICLE 2 :

Les mandataires ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du code pénal. Ils doivent les encaisser selon les modes de recouvrement prévus par l'acte constitutif de la régie.

ARTICLE 3 :


Les mandataires sont tenus d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

ARTICLE 4 :

Le Directeur Général des Services, le Comptable Public Assignataire de Carcassonne, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.
Cet arrêté sera publié par voie électronique sur le site de la Ville.

Fait à Carcassonne, à l'Hôtel de Ville, le 21 JUL. 2023

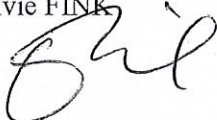
Le Trésorier du SGC de Carcassonne


Alain QUINTANE
SGC de CARCASSONNE

Le Régisseur,
Vu pour acceptation
Maria VAZQUEZ-ROMAN



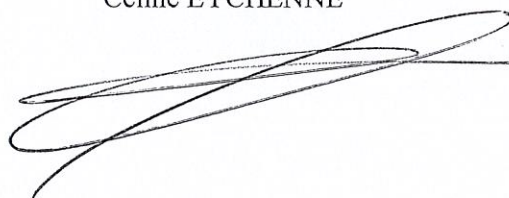
Le Mandataire suppléant
Vu pour acceptation
Sylvie FINK



Le Maire
Gérard LARRAT



Le Mandataire suppléant,
Vu pour acceptation
Céline EYCHENNE



Les Mandataires :

Vu pour acceptation
Nina OUDDANE



Vu pour acceptation
Coline PARAIRE



Vu pour acceptation
Jade GAMBIER



Vu pour acceptation
Faustine BETTE



Vu pour acceptation
Juliette FERRIE



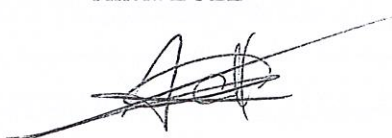
Vu pour acceptation
Manon LLORENS



Vu pour acceptation
Juliette PINEAU



Vu pour acceptation
Alicia LOLL



Vu pour acceptation
Tiffany SERAFFIN



Vu pour acceptation
Alix GAMBIER



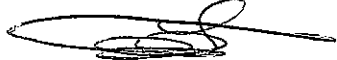
Vu pour acceptation
Maë GASTOU



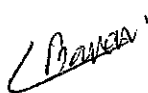
Vu pour acceptation
Julie-Anne HAVE



Vu pour acceptation
Louise TORTEL-LEPINE

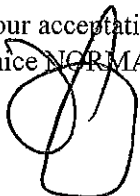


Vu pour acceptation
Lola BARON



~~Vu pour acceptation
Mélanie PETIE~~

Vu pour acceptation
Bérénice NORMAND



Vu pour acceptation
Célia SEBAIN



Vu pour acceptation
Ambre RAYNAUD



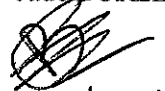
Vu pour acceptation
Nelly SPADI



Vu pour acceptation
Océane TESTA



Vu pour acceptation
Lily-Jade BOREILLO



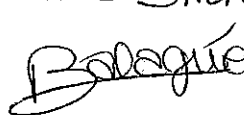
Vu pour acceptation
Lisa SEGUI



Vu pour acceptation
Carla ROLLAND



Vu pour acceptation
Marie BALAGUE



CERTIFIE EXECUTOIRE

Compte tenu de la publication par affichage le 21 JUIL. 2023

Conformément à l'article R421-1 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de sa publication.

Conformément à la loi « informatique et libertés de 1978 modifiée et au Règlement Européen (RGPD 2016/679), vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données vous concernant et les faire rectifier en contactant : reglementation@mairie-carcassonne.fr